

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 28 AVRIL 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 25/248</b>  <b>RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ASCENDANTE PARTIELLE DE DROIT COMMUN DE PERSONNELS EXERCANT A MOINS DE 50 % SUR UNE OU PLUSIEURS COMPETENCES TRANSFEREES A LA METROPOLE TPM - COMMUNE DE SAINT- MANDRIER - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/248

**BUREAU DU 28 AVRIL 2025**

**O B J E T : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ASCENDANTE PARTIELLE DE DROIT COMMUN DE PERSONNELS EXERCANT A MOINS DE 50 % SUR UNE OU PLUSIEURS COMPETENCES TRANSFEREES A LA METROPOLE TPM - COMMUNE DE SAINT-MANDRIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de renouvellement de la convention de mise à disposition joint en annexe,

**VU** le consentement des agents à cette mise à disposition,

**CONSIDERANT** que les transferts de compétences s'imposent à la Métropole,

**CONSIDERANT** que les agents partiellement affectés à moins de 50% sur une ou plusieurs compétences métropolitaines sont mis à disposition de la Métropole selon les modalités sus indiquées,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tout acte relatif au transfert de personnel,

Et après en avoir délibéré,



## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** les termes de la convention de mise à disposition annexée pour une période de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ladite convention.

### **ARTICLE 3**

**D'INSCRIRE** les dépenses inhérentes à la présente délibération sur le budget principal de la Métropole, chapitre 012 charges de personnel.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ASCENDANTE  
PARTIELLE DE DROIT COMMUN DE PERSONNELS EXERÇANT A MOINS DE 50% SUR  
UNE OU PLUSIEURS COMPETENCES TRANSFEREES A LA METROPOLE**

Entre les soussignés :

La Commune de Saint-Mandrier Sur Mer représentée par son Maire, Monsieur Gilles VINCENT, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 27-01-2025, ci-après dénommée "la commune",

D'une part,

Et :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre GIRAN, autorisé par la délibération n° ..... du ....., sise 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9,

D'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande écrite des agents,

## PRÉAMBULE

Suite à la constitution de la Métropole et des transferts de compétences engendrés, il convient de renouveler la convention initiale de mise à disposition des agents affectés partiellement à moins de 50% à l'une des compétences concernées, ce afin de maintenir la bonne organisation des services de chacune des structures.

Ces agents sont donc mis à disposition de la Métropole pour leur permettre l'exercice de la partie de compétence transférée par la loi à la Métropole TPM.

## **IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUIF :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique de la Métropole TPM en date du 19 novembre 2018, l'avis du comité technique de la commune en date du 29 novembre 2018, la commune met à disposition partiellement de la Métropole TPM les agents nécessaires à l'exercice de l'une des compétences transférées.

La mise à disposition concerne des agents territoriaux selon la liste détaillée fournie par chaque commune jointe en annexe 1 de la présente convention.

Les présentes mises à disposition s'exercent dans les conditions fixées par la présente convention.

### **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2027 inclus. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse.

### **ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS**

Les agents publics territoriaux concernés sont mis à la disposition de la Métropole TPM pour la durée de la convention.

Ils sont placés, pour l'exercice de leur fonction, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole TPM, et de manière opérationnelle, sous l'autorité du responsable hiérarchique technique identifié au sein de chaque antenne métropolitaine.

Ce dernier adresse directement aux agents mis à disposition les instructions nécessaires à l'exécution des tâches. Il contrôle la réalisation des tâches.

La commune continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière). Le maire, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la Métropole TPM.

L'entretien professionnel de l'agent mis à disposition continue de relever de la commune, après entretien, le cas échéant, du responsable hiérarchique technique identifié au sein de l'antenne.

Les agents relèveront de la médecine préventive de la commune.

### **ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION**

La Métropole TPM fixe les conditions de travail des agents mis à sa disposition dans le respect de l'organisation du travail mis en place antérieurement au sein de chaque commune. La nature des activités sont des activités d'entretien-maintenance, de gestion, d'exploitation, de contrôle, d'étude, de direction et des activités administratives liées à l'aménagement, l'environnement, la mobilité, l'énergie, le logement, l'habitat, l'eau, l'assainissement, et l'incendie.

Afin de faciliter la gestion de l'ensemble des actes administratifs individuels pris à l'égard des agents, la commune conserve les décisions relatives aux congés annuels et aux congés de maladie régis par les 1<sup>er</sup> à 12<sup>o</sup> de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984, modifiée par l'article 12 de la loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022, ainsi que celles relatives aux fonctionnaires mis à disposition, et celles concernant l'exercice des droits syndicaux, régis par le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 dans sa version modifiée par le décret n° 2020-548 du 9 mai 2020.



La commune verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités), et l'action sociale qui lui est propre.

**Le personnel mis à disposition est, en revanche, indemnisé directement par la Métropole TPM pour les frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice des missions relatives à l'une des compétences transférées (Frais de déplacement).**

#### **ARTICLE 5 : PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT**

Conformément au décret n°2008-580 encadrant la mise à disposition des agents des collectivités territoriales, la Métropole TPM rembourse à la commune la rémunération des agents mis à disposition, les cotisations et contributions y afférentes, ainsi que les charges mentionnées au deuxième alinéa du III de l'article 6, dans les conditions qui y sont prévues (Congé de maladie ordinaire / congé de formation / Droit Individuel à la Formation).

Les dépenses relatives à des agents en congé de Longue Maladie, de Congé de Longue Durée, d'Accident de service ou d'accident de travail sont prises en charge par la commune.

La Métropole TPM supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont elle fait bénéficier l'agent dans la cadre des missions relevant de l'une des compétences transférées.

La Métropole TPM remboursera semestriellement à la commune, sur la production d'un état détaillé par agent, le montant de la rémunération et des charges afférentes au pourcentage et à la quotité d'emploi de la mise à disposition de l'agent.

#### **ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Durant la mise à disposition partielle, les agents concernés agiront sous la responsabilité du Président de la Métropole TPM et seront à ce titre couverts par le contrat responsabilité civile générale de la Métropole TPM.

La commune continue d'assurer statutairement l'agent mis à disposition de la Métropole TPM et informe, le cas échéant, l'assureur de la mise à disposition partielle des agents auprès des services métropolitains.

En cas d'accident de service, l'agent communal sera pris en charge par la commune.

#### **ARTICLE 7 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION**

La mise à disposition de l'agent peut prendre fin :

- au terme prévu à l'article 2 de la présente convention,
- dans le respect d'un délai de préavis de 3 mois avant le terme fixé à l'article 2 de la présente convention, soit à la demande de l'intéressé(e), soit de la collectivité d'origine ou soit de l'organisme d'accueil,
- sans préavis, en cas de faute disciplinaire, par accord entre la collectivité d'origine et l'organisme d'accueil.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

#### **ARTICLE 8 : CONTENTIEUX**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

## ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

- Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à son siège social : 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9,
- Pour la Commune, Hôtel de Ville / Place des Résistants 83430 Saint-Mandrier-sur-Mer .

La présente convention sera :

- Adressée aux parties signataires,
- Transmise au Représentant de l'Etat,
- Notifiée à l'agent mis à disposition.

Fait à Saint-Mandrier-sur-Mer le 10/03/2025

En trois exemplaires

Pour la **Métropole**  
**Toulon Provence Méditerranée**

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**  
**Président de la Métropole TPM**

Pour la Commune de Saint Mandrier Sur Mer

**Monsieur Gilles VINCENT**  
**Maire de Saint Mandrier Sur Mer**



**L'agent mis à disposition**  
(Nom, prénom, signature)



Annexe n° 1 à la convention – Liste du personnel communal exerçant à moins de 50% sur une ou plusieurs compétences transférées mis à disposition de la Métropole dans le cadre de sa constitution.

commune	Nombre	Nom	Prénom	Organigramme commune : Direction	Organigramme commune : Service	Fonction/ Poste (si précisé par la commune)	Statut 1	Statut 2	Grade	Temps de travail	Quotité du poste	Quotité de travail en ETP (100% pour un temps plein, temps partiel)	Quota part total sur les compétences transférées
SAINT MANOIRER	1	BRISSAN	Daniel	Direction des Services Techniques	halie technique	Agent De Voirie Et Conducteur Bus	Fonctionnaire	Titulaire	Adjoint technique Principal 1ère classe	Temps complet	31%	100%	45%
SAINT MANOIRER	2	LEVESQUE	Jérémy	Direction des Services Techniques	Mécanique	Mécanicien	Fonctionnaire	Titulaire	Adjoint technique Principal 2ème classe	Temps complet	36%	100%	45%
SAINT MANOIRER	3	MOETRAURI	Théodul	Direction des Services Techniques	halie technique	Agent De Voirie Et Conducteur Bus	Fonctionnaire	Titulaire	Adjoint Technique Principal 1ère classe	Temps complet	35%	100%	45%

